

Botswana

Robert Hitchcock.
Judith Frost

En 2016, les peuples autochtones du Botswana ont continué à lutter pour rester sur leurs territoires. Les résidents actuels et anciens de la *Central Kalahari Game Reserve* (CKGR, Réserve de Chasse du Kalahari Central), et ceux du village de Ranyane dans le district de Ghanzi, ont été impliqués dans des affaires judiciaires revendiquant leur droit de rester sur leur territoire et d'avoir accès aux services et à l'eau. Les personnes habitant dans des zones protégées vivent sous la menace constant d'être relocalisées par le gouvernement central ou les conseils de district.



1 KD2 Wildlife management Area

2 Lokgwabe

Des changements possibles dans les politiques du gouvernement pour la CKGR

En janvier 2016, à la suite de discussions entre le Président général Seretse Khama Ian Khama et le militant *San*, Roy Sesana, le gouvernement a annoncé qu'ils rétablira les services essentiels dans la CKGR. Une délégation de ministres de plusieurs ministères, y compris le Ministre des Affaires étrangères, Pelonomi Venson-Moitoi, a rencontré des représentants de cinq communautés au sein de CKGR au début de 2016. Le plan qu'ils ont décrit était de restaurer toute la gamme des services qui ont été résiliés en 2002, lorsque la plupart des *San* et *Bakgalagadi* ont été expulsés de la réserve. À la fin de 2016, cependant, il y avait peu de preuves de progrès, bien qu'en octobre 2016, Roy Sesana et cinq autres résidents de Molapo dans le CKGR ont gagné le droit à une compensation pour la perte de leur bétail en raison d'actions gouvernementales.²

Botswana et droits de l'homme internationaux

En février 2016, le Botswana a participé au 2ème cycle de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme à Genève. Les fonctionnaires du pays n'ont pas mentionné les questions concernant les peuples autochtones et minoritaires au cours de l'examen, et n'ont pas non plus abordé des questions concernant le CKGR. Il en fut de même lors de l'Adresse sur l'état de la Nation du Botswana, présentée au Parlement le 5 décembre 2016 par le président Khama.³

Plusieurs responsables du gouvernement du Botswana et quatre *San* du Botswana ont assisté aux réunions du 15e Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) à New York du 9 au 20 mai 2016. Un représentant de *San*, Keikabile Mogodu, directeur du Conseil de Botswana Khwedom, a fait un plaidoyer passionné pour l'introduction de l'enseignement de la langue maternelle pour les enfants autochtones, une politique que le gouvernement du Botswana oppose.⁴ Des discussions animées ont également eu lieu entre les responsables du gouvernement du Botswana et *San* concernant le *Cadre d'action affirmative* du Botswana, et comment cela s'applique aux personnes dans les régions éloignées ('remote areas').⁵

Sécheresse et fracturation hydraulique au Botswana

Le Botswana a commencé sa quatrième année de sécheresse en 2016. En juillet, le Président Khama a déclaré une urgence nationale de sécheresse, autorisant les livraisons de nourriture et les programmes de "Cash for Work" (NDT) dans de nombreuses régions du pays. Cependant, il n'y a eu aucune livraison de nourriture, ni des paiements de pension aux personnes du CKGR ou dans le village de Ranyane, ni aucun programme de "Cash for Work" mis en œuvre. L'eau a été fournie à des animaux sauvages dans certaines parties du Botswana souffrant de sécheresse, mais très peu de l'eau a été donnée aux communautés de la CKGR.⁶

En dépit de la sécheresse, du "fracking" (fracturation hydraulique) ont été menées par des compagnies pétrolières et minières dans ce que l'on appelle le "Bassin Nama" dans le district de Bakgalagadi. Les résidents de la communauté de *San* et *Bakgalagadi* de la zone de gestion de la faune KD2 se sont plaints en avril 2016 que le fracking ait entraîné une baisse

de la nappe phréatique, un accès inférieur à l'eau de forage dans le village et des niveaux élevés de produits chimiques toxiques et de sels dans l'eau - ce qui le rend pratiquement non potable.⁷

Le cas de réinstallation de Ranyane

Les résidents du village de Ranyane, qui se trouve dans la partie sud du district de Ghanzi, dans l'ouest du Botswana sont des *Naro* (un group des *San*). Ils ont été informés par le Conseil de district de Ghanzi lors d'une réunion du *kgotla* (un conseil du gouvernement) en 2010 qu'ils devaient déménager à un autre endroit, loin de Ranyane. Comme indiqué dans le *Monde autochtone* 2016, malgré un appel légal en 2013 qui aurait dû leur permettre de rester dans leur village, tous les services ont pris fin, y compris celui de l'approvisionnement en eau. Beaucoup de résidents de Ranyane ont été transférés à Bere, une communauté en grande partie de group *!Xóõ*.

Après avoir déposé une plainte contre le gouvernement encore une fois en décembre 2014, les résidents de Ranyane ont attendu durant presque un année une décision du juge de la Haute Cour, Terrence Rannowane, qui a rejeté leur recours le 21 novembre 2015.

En janvier 2016, Ranyane a fait appel pour la troisième fois.⁸ À la fin de 2016, 11 mois plus tard, l'appel de décision de Ranyane n'avait toujours pas été entendu devant le Tribunal d'appel.

Problèmes de conservation, de chasse et de lutte contre le braconnage

Les débats sur les impacts des politiques d'interdiction de la chasse et d'anti-braconnage du Botswana ont continué de s'intensifier en 2016. Tshekedi Khama, Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme, a fait un certain nombre de déclarations aux médias en faisant valoir l'importance de cette politique controversée afin de faire face aux menaces qui pèsent sur la base de la faune sauvage au Botswana.⁹

Des *San* ont fait pression sur le gouvernement du Botswana pour qu'il explique davantage ses politiques en matière de faune sauvage, et pour qu'ils obtiennent des indemnités pour leurs pertes de cultures, de bétail, et de vie humaine dues aux animaux sauvages, indemnités que beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore reçus en 2016.

Des arrestations d'autochtones et d'autres personnes pour violation des lois de chasse ont continué au Botswana en 2016.¹⁰

En septembre, Tshekedi Khama, Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme, a annoncé que le ministère examinerait les règlements de chasse lorsqu'ils s'appliquent aux *San* et à d'autres habitants des régions éloignées, ce qui va peut-être leur permettre de chasser les animaux pour leur propre consommation.¹¹

L'incertitude a continué pour les *San* et d'autres groupes dans le delta de l'Okavango et les collines de Tsodilo, qui ont tous les deux maintenant le statut de Site du patrimoine mondial. Le gouvernement et le conseil de district du Nord-Ouest ont plaidé pour la

réinstallation des *San* et d'autres communautés en dehors du delta de l'Okavango.

Des questions ont également été soulevées par le gouvernement concernant les droits des communautés à gérer leurs propres programmes communautaires de gestion des ressources naturelles. Certaines fiducies communautaires ont été informées qu'elles n'étaient plus responsables de leurs propres finances et que les bénéficiaires ne seraient plus fournis à la communauté, mais plutôt aux entreprises privées, certaines appartenant à des étrangers, qui opéraient dans des zones contrôlées par la communauté.¹²

Participation politique et culturelle

Un festival culturel *Nama* a eu lieu à Lokgwabe dans le district de Kgalagadi le 31 août 2016.¹³

Le festival de danse de Kuru a eu lieu à Dqae Qare les 19-20 août 2016. Ce festival a rassemblé *San*, *Bakgalagadi*, *Mbukushu*, *Herero*, *Tswana* et bien d'autres de partout au pays, et a été une expression de fierté culturelle de la part des groupes.

Certains *San* ont également participé aux célébrations du 50e anniversaire de l'indépendance du Botswana organisées à Gaborone le 30 septembre 2016. Les organisations de *San* et d'autres ONG au Botswana avaient des difficultés, en partie en raison d'un manque de fonds en 2016.¹⁴

Le réseau des jeunes *San* (*San Youth Network*, SYNet) a continué à publier des articles écrits par les jeunes sur les droits des femmes, les droits de l'enfant et les changements climatiques sur leur site.¹⁵

À la fin de 2016, les peuples autochtones du Botswana continuaient à faire pression pour un traitement équitable et équitable avant la loi et pour la reconnaissance de leurs droits sociaux, politiques et culturels.¹⁶

Notes and references

1 Données obtenues à partir de recensements effectués par des chercheurs et extrapolations à partir de données compilées par les Central Statistics Office, Government of Botswana, www.cso.gov.bw/; accessed 24 December 2016.

2 T. Pheage. "Gov't Pays Sesana and Co over P90,000", *Mmegi-Online*, 11 November 2016; staff writer "Govt Ordered to Compensate Sesana, fellow Tribesmen", *Mmegi-Online*, 28 October 2016.

3 Republic of Botswana. *Mid-Term Progress Report on the Implementation of the Agreed Recommendations from Botswana's 2nd Cycle Review under the Universal Periodic Review (UPR) Mechanism of the Human Rights Council*, Geneva, February 2016. Gaborone: Government of Botswana; Human Rights Council 2016. *Working Group on the Universal Periodic Review Fifteenth session. 21 January – 1 February 2013. Compilation prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: Botswana. A/HRC/WG.6/15/BWA/2*. Geneva: Human Rights Council; Khama, President Lt. Gen. Seretse Khama Ian 2016. *State of the Nation Address to the 3rd Session of the Eleventh Parliament, 5 December 2016*. Gaborone: Office of the State

President, Government of Botswana.

4 T. Pheage. "Basarwa Report Govt to UN", *Mmegi-Online*, 20 May 2016.

5 Ministry of Local Government and Rural Development, Department of Community Development, Remote Area Development Programme 2016. *Responses to the Recommendations of the Fifteenth Session of Permanent Forum on Indigenous Issues*. Gaborone: Republic of Botswana.

6 G. Williams. "Botswana: Wildlife Department Bowses Water for Animals", *Botswana Daily News*, 23 February 2016. Statements by CKGR residents to First People of the Kalahari, November 2016.

7 Information from the Kgalagadi District Council, Hukuntsi, Botswana, 26 April 2016.

8 F. Baaitse. "Basarwa Clash with Gov't over Human/Wildlife Co-existence", *Weekend Post*, 11 February 2016.

9 C. Bosaletswe. "'Shoot to Kill' Anti-Poaching Policy Here to Stay – Tshekedi", *Mmegi On-Line*, 12 February 2016; L. Gaofise. "Botswana steps up anti-poaching efforts", *Daily News*, 5 February 2016; T. Mongudhi, J. Konopo, and N. Ntibinyane. "Deadly borders... 30 Namibians killed through Botswana's shoot-to-kill policy", *The Namibian*, 9 March 2016; P. Mmeso 2016. "Botswana justifies border killings", *The Patriot*, 5 August 2016; S. Dube. "Botswana Suspends Shoot to Kill Policy", *The Chronicle*, 1 June 2016; R. Molefole. "China plays a role in Botswana's anti-poaching drive". *Mmegi On-Line*, 16 September 2016; African News Agency. "Botswana considers re-viewing hunting ban". *African News Agency*, 5 September 2016.

10 S. Madondo. "Ex-BCP cllr [Councilor] arrested over elephant tusks (Botswana)". *The Voice*, 29 January 2016. T. Pheage. "They Planned to Shoot Us", *Mmegi On-Line*, 17 August 2016.

11 M. Keleboge. "Environment Ministry to Review Hunting Restrictions", *Sunday Standard*, 2 September 2016.

12 B. Morokotso. "End the Culture of Impunity – Okavango Research Institute", *Sunday Standard*, 29 February 2016; J. Mbaiwa. "Tourism Development, Dispossession, and Displacement of the Communities in the Okavango Delta, Botswana", *In Political Ecology of Tourism*, eds. S. Nepal and J. Saarinen (London: Routledge), pp. 193-206.

13 J. Ramsay. "Ramsay Remarks at Nama Cultural Festival at Lokgwabe", *Mmegi On-Line*, 31 August 2016.

14 Correspondence from Kuru Family of Organizations, Botswana Khwedom Council, and First People of the Kalahari with Kalahari Peoples Fund, 11 September 2016.

15 San Youth Network, SYNet, <https://sanyouthnetwork.wordpress.com/>

16 K. Ontebetse. "Basarwa, Gov beating the Bushes for BOT50 Peace", *Sunday Standard*, 8 September 2016.

NDT : "Cash-for-work" (CFW) est un terme utilisé par les agences humanitaires pour désigner des emplois à court terme destinés à une main-d'œuvre non qualifiée. Un de ses principaux objectifs est de faire circuler de l'argent en vue de «relancer» l'économie. Les travailleurs sont payés au salaire minimum ou moins. Le terme semble provenir d'un programme connexe, "Food for Work" (FFW), que les agences humanitaires ont mis en œuvre en Haïti et à travers le monde depuis des décennies

***Robert Hitchcock** est membre du conseil du Kalahari Peoples Fund (KPF), une organisation à but non lucratif consacrée à l'aide aux personnes en Afrique australe.*

***Judith Frost** est rédactrice et chercheuse basée à New York qui a été impliquée dans les problèmes des peuples autochtones pendant de nombreuses années.*

*Source : IWGIA 2017 The Indigenous World
Traduction par **Jennifer Hays**
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique australe*